



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Quatre-militants-antinucleaires-en>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **Quatre militants antinucléaires en grève de la faim contre le réacteur surpuissant EPR**

**18 juillet 2004**

## **Quatre militants antinucléaires en grève de la faim contre le réacteur surpuissant EPR**

Affaiblis mais déterminés, les activistes, qui en étaient samedi à leur 27<sup>e</sup> jour de jeûne, ont écrit au président de la République, qui n'a pas répondu.

Installé dans une caravane sur le parking situé derrière l'hôtel de ville de Mortagne-au-Perche (Orne), Marcelin Grousselas souffle au téléphone : "C'est dur, je commence à être fatigué. Mais je tiendrai : il faut interpeller les gens sur les dangers du nucléaire, montrer que la vie a du sens, porter le message collectif." Agé de 60 ans, cet électrotechnicien à la retraite jeûne totalement depuis le 21 juin. Il dit avoir perdu 12 kilos. A Paris, trois autres activistes mènent une grève de la faim. Vendredi, pour leur vingt-sixième jour de jeûne, deux d'entre eux sont venus au bas du Trocadéro, où leurs camarades avaient déployé une banderole sur laquelle il était écrit : "Le nucléaire tue l'avenir." Ils sont, le reste du temps, installés dans un appartement prêté par la Ville de Paris.

"On n'a pas les moyens d'informer les gens à la façon d'Areva, qui dépense des dizaines de millions d'euros en publicité. Alors on jeûne. Notre intention est modeste : rendre prioritaire, dans l'opinion publique, les questions de l'énergie et du nucléaire, leur rappeler qu'une catastrophe comme Tchernobyl est toujours possible." André Larivière, un Québécois de 56 ans, parle avec calme et détermination. Ce salarié du Réseau sortir du nucléaire a décidé de ne plus s'alimenter, tout comme Michel Bernard, 46 ans, un des animateurs de la revue écologiste Silence, et Dominique Masset, 52 ans, membre de l'Appel pour une insurrection des consciences. Mais Michel Bernard présente un "affaiblissement prononcé", selon son médecin, et l'arrêt de son jeûne est envisagé. A Mortagne-au-Perche et à Paris, les jeûneurs portent deux revendications : l'abandon du projet de nouveau réacteur EPR, et la réorientation des crédits de recherche vers l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

L'EPR (European Pressurized Water Reactor) est le projet d'un nouveau réacteur nucléaire conçu par Areva. D'une puissance électrique annoncée de 1 600 MWe - ce qui en ferait le plus puissant du monde -, il s'inscrit dans la

perspective du renouvellement du parc nucléaire à l'horizon 2020. Alors que le gouvernement Jospin avait repoussé son engagement, M. Raffarin, lui, a donné son feu vert. Le projet de loi sur l'énergie valide cette autorisation, mais il n'a pas encore été adopté définitivement par le Parlement. "Il y a un décalage énorme entre la classe dirigeante et l'opinion à propos de l'avenir du nucléaire, dit Michel Bernard. Tous les sondages indiquent que les Français ne veulent pas que l'on construise de nouveaux réacteurs nucléaires, alors que le gouvernement a imposé, au terme d'un débat bidon sur l'énergie en 2004, le lancement de l'EPR." Les grévistes de la faim s'appuient sur un mouvement antinucléaire qui a repris des couleurs depuis quelques années. Trente mille personnes soutiennent financièrement le Réseau sortir du nucléaire, et celui-ci a animé de nombreuses actions de protestation, depuis l'alerte sur les transports de déchets nucléaires en provenance d'Allemagne jusqu'à un "Tour de France antinucléaire", en avril et mai, en passant par une manifestation qui a rassemblé 6 000 personnes, selon la police, à Paris, en janvier. Les grévistes de la faim ont reçu la visite des Verts, de la Ligue communiste révolutionnaire, de la Confédération paysanne, de Corinne Lepage, de Renaud Guibert, délégué du Parti socialiste à l'environnement. Ils ont écrit au président de la République, qui ne leur a pas répondu. Ils espèrent "percer le black-out médiatique", selon l'expression d'André Larivière et qu'une "grosse tête" du Parti socialiste viendra saluer leur action, qui correspond à la ligne officielle du parti de gauche. A Mortagne-au-Perche, le député et maire de la ville, Jean-Claude Lenoir (UMP), parle de "chantage". "La majorité s'est exprimée démocratiquement, par un vote au Parlement, sur le sujet", note l'écu.

Hervé Kempf